

✧ ✧ ✧ LIRE ET FAIRE CIRCULER ✧ ✧ ✧ ✧

PARAF-JAVAL

LIBRE EXAMEN



PARIS

ÉDITION DU GROUPE D'ETUDES SCIENTIFIQUES

1, Rue Clément (près la rue de Seine)

1907

L'ÉVOLUTION

Notre planète est arrivée, à la suite de transformations successives et continues, à être ce qu'elle est actuellement (1). L'homme est apparu quand sa vie a été possible. Il disparaîtra quand sa vie sera impossible. Après la période humaine, la terre, agrégat de molécules, continuera à se transformer tant que ces molécules et leurs parties composantes ne seront pas désagrégées et dispersées dans l'espace.

Voilà une évolution. Elle est fatale. Voilà des faits inéluctables, des faits que notre volonté et notre activité ne peuvent modifier.

Qu'est-ce qu'un fait historique ?

Un fait historique est la résultante de l'activité d'humains qui habitent le globe au même moment. Si cette activité est dirigée dans un certain sens, ces humains font une certaine histoire. Ils en feraient une autre en dirigeant leur activité dans un autre sens.

L'évolution des sociétés, bien que dépendant du transformisme universel, n'est donc pas de même nature que l'évolution cosmique. Elle n'échappe pas à notre influence. Elle en résulte.

Si les humains ne font jamais les mouvements indispensables à l'établissement d'une société raisonnable, la vie humaine pourra cesser sur notre globe sans que l'humanité ait connu l'âge de raison.

Ces mouvements indispensables à l'établissement d'une société raisonnable, il s'agit de *les déterminer* et *non pas de les attendre*, puisque l'évolution des sociétés dépend de

L'ACTIVITÉ HUMAINE.

(1) Voir *La Substance universelle*.

DIEU

Affirmer la réalité d'une fiction imaginative, est-ce le fait de gens sérieux ?

Dieu, suivant Laplace, est une hypothèse inutile. Nous ajouterons : « saugrenue ».

En effet, l'idée de divinité est venue du désir d'expliquer notre origine. « Le monde, disait-on, n'a pu se créer tout seul, il a été créé par un *Être suprême* ». La réplique est facile : « Qui a créé l'Être suprême ? »

La conception d'un créateur est donc saugrenue, puisqu'elle recule la question sans la résoudre.

Elle est, en outre, métaphysique, étrangère à la physique, puisqu'elle équivaut à supposer de l'énergie qui s'exercerait là où il n'y a pas de matière, fait en contradiction avec toutes les expériences (1).

Si l'on éprouve le besoin de remonter aux « causes premières », on peut imaginer une hypothèse physique plus en rapport avec l'état actuel de la science.

Tout se transforme, mais on n'a jamais vu personne créer quoi que ce soit avec rien, ni amener à rien quelque chose. Il n'est donc pas illogique de supposer que la substance (*matière-énergie*) n'a pas été créée, a toujours existé, est indestructible.

Toutefois, il importe de ne pas donner à la substance le nom de « Dieu », ce nom éveillant l'idée, non d'une hypothèse physique, mais d'un croquemitaine métaphysique tout-puissant.

L'hypothèse scientifique (éternité de la substance) une fois faite, il est sage de ne plus s'occuper que de la réalité, c'est-à-dire du monde et de

L'HOMME.

(1) Voir *Les faux droits de l'homme et les vrais*. Théorème du croyant.

LA PATRIE

Les groupements d'humains habitant certaines portions de territoires soumises aux mêmes lois s'appellent des patries, des nations.

Deux nations croient ou ne croient pas avoir les mêmes intérêts. Dans le premier cas, il y a paix, mais sentiment moins favorable envers les humains des autres nations, envers les étrangers (les nationaux étant solidaires entre eux d'abord). Dans le second cas, il y a malveillance envers les étrangers, protectionnisme, paix armée, guerre. Tout cela gêne le développement individuel.

On voit que l'idée de patrie implique inévitablement sentiment moins favorable envers les humains des autres pays, haine possible, probable ou certaine.

Haïr une masse d'êtres qu'on ne connaît pas personnellement, haïr des inconnus, risquer de se trouver dans l'obligation de les tuer ou de se faire tuer par eux, est absurde. Les nationalistes, les patriotes sont donc des fous dangereux.

Ceux qui désirent la paix universelle doivent se débarrasser radicalement du nationalisme, du patriotisme, supprimer les nations, les patries.

L'intérêt commun à tous les humains étant de favoriser la satisfaction complète de tous les besoins naturels de l'individu, un seul groupement a des chances de réaliser cet idéal, le groupement de tous les humains,

L'HUMANITÉ.

LA LOI

Les actions utiles ou nuisibles à la société sont jugées telles, non d'après une évidence résultant de déductions logiques indiscutables, mais d'après le bon plaisir d'une partie des législateurs. Rien n'empêche ceux-ci d'établir des règles absurdes et vexatoires, pourvu que ces règles soient votées et promulguées selon l'usage (1).

La loi n'étant autre chose que l'acceptation par certains hommes (majorité) d'une appréciation que contestent d'autres hommes (minorité), cette appréciation peut être correcte, elle peut ne pas l'être. Elle ne l'est pas nécessairement parce qu'elle est devenue la loi. La vérité peut être du côté de la majorité, du côté de la minorité, ou même ailleurs.

Imposer des appréciations par la force, c'est tyranniser. La loi est l'oppression suprême, l'oppression légale, le droit du plus fort.

Les droits d'un homme ne peuvent dépendre de l'appréciation plus ou moins inintelligente d'autres hommes. Ou ces droits n'existent pas, ou ils existent.

S'ils n'existent pas, aucun homme, aucune réunion d'hommes, n'ayant de droit, n'a le droit d'établir aucune loi.

S'ils existent, il n'y a pas de motif pour empêcher un seul homme de les exercer, *même malgré la loi*.

Mais pour pouvoir exercer ses droits, il faut nécessairement les connaître. Pour les connaître il faut les déterminer par

LA LOGIQUE

(1) Voir *L'absurdité des soi-disant libres-penseurs et L'organisation du bonheur*, chapitre premier.

LA POLITIQUE

Pour qu'une proposition pénètre dans le domaine scientifique il faut : 1° Qu'elle soit énoncée avec preuves à l'appui ; 2° Que ces preuves, constamment vérifiées, soient constamment reconnues justes. Si, à un moment quelconque, elles sont contestées et reconnues fausses, la proposition est immédiatement rejetée hors de la science.

Pour qu'une proposition pénètre dans le domaine légal, il faut qu'elle soit : 1° Votée par les élus du suffrage universel ; 2° Promulguée et imposée constamment par la force. Raisonnable ou non, à ces conditions, elle devient la loi.

Un tel procédé, étranger à la raison, ne peut donner des résultats raisonnables. La politique, méthode illogique, ne peut servir à l'établissement de règles de conduite logiques (1).

C'est le fait de fous de vouloir, si ces règles existent, les déterminer et les imposer aux gens sensés autrement que par une

MÉTHODE RATIONNELLE

(1) Voir *L'absurdité de la politique*.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL

La loi, formule arbitraire, antiscientifique, empirique, est-elle au moins l'expression sincère de l'opinion du plus grand nombre ?

Non. Ceux qui concourent à sa formation sont des *privilégiés* (riches ou intrigants) que des meneurs imposent à la foule imbécile.

Si l'on considère l'exercice du droit de suffrage comme l'influence officielle d'un « citoyen » sur son époque, cette influence est, en France, 1/1460 ou 1/1461 de ce qu'elle devrait être.

En effet, à partir de vingt et un ans, tous les quatre ans (c'est-à-dire une fois en 1460 ou 1461 jours), l'électeur vote (c'est-à-dire essaie d'opprimer ceux qui pensent autrement que lui). L'autorité, elle, fonctionne tous les jours, à tous les instants.

Suffrage universel signifie donc : 1 jour de droit à l'intrigue, 1459 ou 1460 jours d'abdication.

On voit que le suffrage universel est un moyen puissant d'endormir l'activité humaine. Il n'a rien de commun avec la souveraineté populaire, avec le droit d'être à tout moment aussi souverain qu'autrui. Il n'a rien de commun avec

L'ÉGALITÉ.

LE DROIT

On entend par *droit*, soit la faculté de faire un acte, soit l'ensemble des lois, soit la science des lois.

On entend par *droit naturel* celui qui résulte de la nature des hommes et de leurs rapports nécessaires.

On entend par *droit positif* celui qui résulte des lois et des conventions.

Il y a donc un droit naturel, qui peut être déterminé par la logique et imposé par la raison, et qui est le *vrai*; et un autre droit dépendant du bon plaisir des hommes, imposé par la force, non identique au « naturel », non identique au vrai, qui n'est donc pas le vrai droit, et qui s'appelle « positif ».

Alors, si le droit positif n'est pas le vrai droit, JE N'EN VEUX PAS et je dis que reconnaître un pareil droit est le fait d'esprits faux; car, si admettre la raison est sensé, admettre ce qui diffère de la raison, ce qui par conséquent n'est pas la raison, ne peut être sensé.

Il suit de là que les hommes deviendront sensés au moment précis où ils cesseront de s'occuper du droit « positif », et qu'ils demeureront fous tant qu'ils s'occuperont d'un autre droit que du « naturel ».

En effet, limiter ma faculté d'agir aux actes permis par ma raison, c'est user de ma faculté d'agir avec discernement; tandis que limiter ma faculté d'agir aux actes non défendus par l'arbitraire, c'est aliéner ma faculté d'agir, c'est abdiquer

MA LIBERTÉ.

L'INTOLÉRANCE

La Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 dit :

Article X. — Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, mêmes religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Article XI. — La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Ces restrictions ramènent le texte des deux articles à ceci :

*On peut penser, dire, écrire, imprimer certaines choses.
On ne peut penser, dire, écrire, imprimer certaines autres choses.*

Penser, dire, écrire, imprimer librement ce qui n'est pas défendu par l'arbitraire des hommes, ce n'est pas penser, dire, écrire, imprimer librement (1).

La liberté ne peut dépendre de l'arbitraire des hommes. Elle doit ÊTRE.

Une loi sur la presse. une loi sur l'opinion, -c'est l'intolérance légale, c'est la négation de

LA LIBERTÉ D'OPINION.

(1) Voir *Les faux droits de l'homme et les vrais*, chapitre II.

L'AUTORITÉ

Jusqu'à présent toutes les sociétés ont été établies sur le principe d'autorité. Même ce qu'on dénomme à tort *socialisme* est une forme de ce principe. Déléguer ses pouvoirs à quelques-uns chargés de tout répartir au mieux de la collectivité (*collectivisme*), équivaut à l'abandon de ses droits. Les camarades répartiteurs seront des privilégiés, des gouvernants, des oppresseurs : les autres seront des exploités, des gouvernés, des opprimés.

Nul ne pouvant admettre qu'on l'opprime, ne peut s'autoriser à opprimer autrui. L'individu logique arrive nécessairement à la conception du *communisme libertaire*.

Qu'on ne vienne pas dire : « Le danger de l'absence de gouvernement est la lutte avec les individus non raisonnables ». On peut répondre : « Le danger du gouvernement est la lutte des gouvernés raisonnables avec les gouvernants et gouvernés non raisonnables. »

Si l'on affirme que, pour l'absence de gouvernement, il faudrait des individus raisonnables, on peut affirmer de même qu'on accepterait d'être gouverné s'il était prouvé que les gouvernants sont et seront toujours parfaitement raisonnables.

On voit donc qu'un bon gouvernement implique, tout comme l'absence de gouvernement, la raison chez les individus.

De deux choses l'une :

— Ou les humains seront déraisonnables, alors société déraisonnable avec ou sans gouvernement ;

— Ou les humains seront raisonnables, alors point besoin de gouvernement.

La raison mène à

L'ANARCHIE

LA PROPRIÉTÉ

La Déclaration des Droits de l'Homme nous dit que la propriété est l'un des droits naturels et imprescriptibles de l'homme.

Alors pourquoi tous les hommes ne sont-ils pas propriétaires ?

Pourquoi dire aux hommes : « La propriété est l'un de vos droits », lorsque la majorité est dans l'impossibilité de devenir propriétaire, lorsque la plupart des propriétaires le sont par droit de naissance et que les autres sont de naissance non-propriétaires.

Les gens de 1789, en affirmant que la propriété est un droit naturel et imprescriptible, voulaient dire que l'homme a le droit de posséder *ce qu'il est* « *légalement* » autorisé à posséder, même s'il le possède au détriment du prochain, même s'il ne possède rien.

Ce n'est pas ainsi qu'un égalitaire doit comprendre le droit à la propriété.

Si la propriété est un droit naturel et imprescriptible, tout homme doit, à tout instant, posséder comme tout autre (1).

• Conclusion : Personne propriétaire ou la propriété mise en commun,

LE COMMUNISME.

(1) Voir *L'Absurdité de la propriété*, théorème de la propriété.

LE MARIAGE

Après constatation que certains mots ont été échangés dans certain lieu (en France, mairie), la société reconnaît à un couple le droit de s'unir et de fonder une famille.

La loi protège les époux, le monde les respecte, pourvu que, le cas échéant, la bigamie, les amants ou les maîtresses ne soient pas légalement constatés. Les enfants nés de gens mariés ou ceux attribués de par le code à des gens mariés, sont *légitimes* et jouissent de certains droits.

Par contre, un couple qui s'unit sans avoir, au préalable, fait constater l'échange de certains mots dans un certain lieu, est considéré comme criminel, la société le réprouve, car le consentement mutuel n'est pas jugé un lien suffisant. La société va jusqu'à punir les enfants du tort d'être nés hors mariage. Les *bâtards* sont en effet méprisés, insultés. Enfants *naturels*, c'est-à-dire mis au monde par des parents non autorisés, ils n'ont pas les mêmes droits que les enfants *légitimes*.

Mariage signifie donc enchaînement de deux êtres sous peine de sanction pénale, ce qui implique l'idée, que, faute de cette sanction, l'affection ne suffirait pas à maintenir la famille officielle.

La cohésion d'une famille par la force, c'est la consécration légale du droit à l'oppression réciproque.

La famille raisonnable, fondée et maintenue s'il y a lieu, mais maintenue en dehors de l'hypocrisie, en dehors de la contrainte et basée uniquement sur la volonté intelligente des intéressés, aura son point de départ dans

L'UNION LIBRE.

LES PRÉJUGÉS

Un préjugé est une opinion formée avant d'avoir jugé.

Les parents, les éducateurs, les politiciens suggèrent aux enfants, aux naïfs, certaines opinions exclusives. Il suit de là qu'un adulte aura des croyances (religion, loi, patrie, etc.) parce que ces croyances lui auront été imposées par des gens dépourvus de sens critique, Ces derniers transmettent à autrui leurs préjugés tels qu'on les leur a transmis à eux-mêmes.

La soi-disant liberté du père de famille et l'éducation autoritaire, en d'autres termes le droit de choisir un certain état cérébral pour des êtres sans défense, équivalent à l'oppression licite des enfants et des faibles. Cette oppression persistera tant qu'on ne donnera pas à tout individu la somme de connaissances qu'il est susceptible de recevoir, en même temps que la faculté de contrôler ces connaissances.

Or, la méthode d'éducation autoritaire ne permet pas de contrôler les idées reçues, de distinguer la vérité des préjugés.

Une méthode d'éducation libertaire consisterait :

1^o Pour des matières sur lesquelles tout le monde est d'accord, à les enseigner en dehors de toute préoccupation, uniquement afin de donner des notions physiques à l'individu et non afin de lui inculquer certaines appréciations ;

2^o Pour les matières ou opinions sur lesquelles tout le monde n'est pas d'accord, à les enseigner en plaçant l'individu en présence des différentes opinions, après s'être assuré qu'il est capable de raisonner logiquement.

De la sorte, on aurait des chances d'accélérer la découverte de la vérité, dont le progrès humain dépend. Pour arriver à cette découverte, il importe, en effet, non pas que les individus aient telle ou telle opinion, mais qu'ils aient une opinion après avoir jugé sans parti pris, après s'être livré au

LIBRE EXAMEN.

LA CONCURRENCE

La concurrence est-elle une nécessité sociale ? L'être humain devra-t-il toujours être une bête féroce défendant sa peau et son bonheur contre ses contemporains ? La société actuelle régleme la concurrence. Une société raisonnable devra-t-elle en faire autant ?

Pour ceux qui n'admettent pas qu'on puisse sacrifier la réalité aux hypothèses antiscientifiques d'« immortalité de l'âme » et de « divinité », l'idéal de l'individu est la satisfaction de tous les besoins conformes à sa nature.

L'individu ne peut atteindre cet idéal en vivant isolé. Seul, il ne pourrait trouver sa nourriture, fabriquer ses vêtements, se protéger contre les autres espèces animales et contre les intempéries, profiter des inventions anciennes et nouvelles. L'être humain qui nie la solidarité humaine, est, qu'il le veuille ou non, solidaire de ses semblables. Il a été mis au monde, élevé, protégé par eux, il a reçu d'eux son langage et ses connaissances. Dans ces conditions, incapable de se passer d'autrui, ne devrait-il pas se dire :

« Chacun des autres humains, comme moi, doit
« satisfaire tous ses besoins naturels. Si je poursuis
« mon idéal envers et contre tous, il y aura lutte,
« concurrence et, par suite, je risque d'être le plus
« faible, d'être gêné, de ne pouvoir satisfaire mes
« besoins naturels. Si, au contraire, je poursuis mon
« idéal sans déranger mon voisin, en l'aidant même,
« la lutte sera supprimée et je serai en droit d'attendre
« de lui qu'il reconnaisse mon égoïsme et ma liberté
« comme je reconnais les siens. »

Si ce raisonnement est correct, une société raisonnable doit, non seulement abolir la concurrence ou lutte entre les individus, mais encore organiser et faire fonctionner

LA CAMARADERIE.

LES UTOPIES

« Utopie » vient des mots grecs ou (*non*) et *topos* (*lieu*). Pays qui n'existe pas. On entend par « utopie » le plan d'une organisation idéale et, par extension, une théorie considérée comme irréalisable.

C'est avec le mot « utopie » qu'on essaie de tourner en ridicule et de décourager ceux qui envisagent la possibilité d'une société raisonnable et s'efforcent d'en déterminer les conditions.

On oublie que nul n'a le droit de qualifier *a priori* une théorie d'irréalisable. Toute théorie implique pratique, toute pratique implique théorie. En certains cas, la théorie précède la pratique; en d'autres, la pratique précède la théorie. Toujours l'une appelle l'autre.

Scientifiquement les affirmations non accompagnées de preuves ne comptent pas. Affirmer sans preuves qu'une théorie est irréalisable, qu'une théorie est une « utopie », n'a aucune importance. Le transport à distance de la parole et de la force, l'enregistrement et la reproduction des sons et des images, la vision à travers les corps opaques, la télégraphie sans fil, la photographie des couleurs, « utopies » d'hier, sont « pratiques » aujourd'hui.

Une société raisonnable est un beau rêve, dit-on. Parfaitement. Mais que les théoriciens de cette société ne se laissent pas troubler par des arguments sans portée, puisque le progrès consiste à faire d'une utopie

LA RÉALITÉ.

DE PARAF-JAVAL :

<i>Libre Examen</i>	25 centimes
<i>La Substance universelle</i> (en collaboration avec Albert Bloch).....	2 francs
<i>L'Absurdité des soi-disant libres-penseurs</i>	10 centimes
<i>L'Absurdité de la politique</i>	15 —
<i>Les 2 haricots</i> (image).....	10 —
<i>Eléments d'arithmétique physique</i> (cours moyen) et d'autres volumes (édités en espagnol par l'Ecole moderne de Barcelone).....	2 pesetas
<i>L'Absurdité de la propriété</i>	1 fr. 50
<i>L'Argent</i>	5 centimes
<i>Les faux Droits de l'Homme et les vrais</i>	2 francs

EN PRÉPARATION :

Le Mécanisme du raisonnement.
Principes d'arithmétique physique.
Principes de géométrie physique.
Principes de morale physique.
Contribution à l'étude de la couleur.
L'Organisation du bonheur.
L'Humanité
L'Absurdité syndicale et coopérative.
Comment on détruira les armées.

EN COLLABORATION AVEC ALBERT BLOCH :

Introduction à l'Energie Épée.

D'ALBERT BLOCH

Deux Conférences.

ÉDITION DE PROPAGANDE

DE

L'ABSURDITÉ DE LA POLITIQUE

* * * * et de LIBRE EXAMEN

Cent exemplaires : 80 centimes

au Groupe d'Études Scientifiques, 1, rue Clément,
 Paris.

" La Cootypographie ", Puteaux-Courbevoie Téléph. 105 10050